

NECE 2018 Marseille

Où en sont-elles, l'éducation et la citoyenneté en France? Questions ouvertes, controverses, besoins futurs

Table ronde, 6 septembre 2018

Résumée de

Claire Demesmay, Institut allemand de politique étrangère

(English version see below)

En France, le modèle de la citoyenneté républicaine repose sur le triptyque suivant : égalité, laïcité, universalisme. Non seulement l'État doit assurer l'égalité de traitement des citoyens indépendamment de leur âge, de leur origine ou de leur religion, mais aussi veiller à la séparation stricte entre institutions publiques et organisations religieuses. Quant à l'universalisme, indissociable des deux autres concepts, il renvoie à une définition de l'espace public conçu comme homogène. Cela suppose que l'État soit neutre vis-à-vis des conceptions philosophiques/religieuses particulières des citoyens et qu'il ne reconnaisse aucune identité en dehors de l'identité républicaine, c'est-à-dire politique.

De plus en plus, ce modèle est mis au défi. D'une part la diversité culturelle qui caractérise la société française, ainsi que les revendications spécifiques dont elles s'accompagnent (notamment dans le cadre de la pratique d'une religion), est difficilement compatible avec l'idée d'un espace public homogène. D'autre part, les discriminations raciales et ethniques viennent contredire au quotidien la promesse de l'égalité des citoyens. Cette tension vaut en particulier pour l'idéal de la méritocratie : dans la conception républicaine, une grande importance est accordée au mérite et au travail individuels, en particulier dans le cadre de l'école, censés permettre à tous l'accession à une position sociale supérieure. Or, en réalité, l'appartenance à une classe sociale et l'histoire migratoire sont déterminants.

Ce constat, ainsi que les attaques terroristes à partir de janvier 2015, ont relancé la discussion sur l'identité collective et le vivre-ensemble. Le débat porte en particulier sur la résilience du modèle républicain et la place de l'islam dans une France laïque, mais aussi sur le danger de la radicalisation, les discriminations et la nécessité d'identifier de nouvelles formes de participation sociale et politique. Comme ailleurs en Europe (notamment en Allemagne après la série d'agressions sexuelles commises par des demandeurs d'asile et des étrangers en situation irrégulière dans la nuit de la Saint-Sylvestre 2016 à Cologne), il s'accompagne de crispations identitaires et de réactions de rejet. Cela étant, l'issue de ce débat est ouverte et peut, dans l'idéal, déboucher sur une définition plus honnête du vivre-ensemble et de ses contradictions.

Sur le plan politique, le modèle républicain continue jusqu'à aujourd'hui à faire l'objet d'un large consensus. Au cours des dernières années, quelques prudentes mesures



de discrimination positive ont certes été mises en place pour favoriser l'égalité des chances (l'exemple de Sciences Po est le plus connu), mais elles s'appuient uniquement sur des critères socio-économiques, et ne tiennent nullement compte de l'appartenance culturelle, religieuse ou ethnique des personnes concernées. Poursuivant dans cette logique, le gouvernement actuel axe son action sur la lutte contre les discriminations à l'embauche et le chômage, ainsi que le dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés. Dans ce contexte, le différentialisme et (plus encore) le multiculturalisme sont perçus comme des dangers pour la citoyenneté.

La plupart des démocraties occidentales sont confrontés à cette contradiction, mais en France, où le modèle républicain s'accommode mal de compromis, la question se pose avec plus d'acuité. De ce point de vue, la réalité française est un miroir grossissant, dans lequel les défis du vivre-ensemble dans des sociétés plurielles apparaissent avec plus de clarté. Elle fait aussi ressortir un certain nombre de questions essentielles pour l'avenir de la citoyenneté : Quelles peuvent et doivent être les critères d'appartenance à des sociétés ouvertes et en perpétuelle évolution ? Quelles sont les conditions d'une égalité réelle ? Comment encourager et rendre possible la participation démocratique (pas seulement lors des processus électoraux) ? Et comment traiter la diversité culturelle et religieuse, de façon à concilier respect des citoyens et cohésion de la société ?

Englisch:

Where now for citizenship education in France?

Open questions, controversies, future needs.

Round table, 6 September 2018

Abstract by

Claire Demesmay, German Council on Foreign Relations

In France, the model of republican citizenship rests on the following triptych: equality, secularism, universalism. The State must not only ensure equal treatment of citizens regardless of age, origin or religion, but also maintain a strict separation between public institutions and religious organizations. Universalism, inseparable from the two other concepts, refers to a conception of public space as homogeneous. It assumes that the State remains neutral with respect to particular philosophical and religious conceptions of citizens, and that it does not recognize any identity other than the republican—that is to say, political—identity.

More and more, however, this model is challenged. On the one hand, the cultural diversity that characterizes French society, as well as the specific claims which accompany it (namely through religious practices), is hardly compatible with the notion of a homogeneous public space. On the other hand, racial and ethnic discrimination in everyday life contradicts the promise of equality of citizens. This tension is especially applicable to the ideal of meritocracy: in the republican

conception, great importance is bestowed upon merit and individual achievement—particularly with regards to academics—which are meant to allow everyone access to a higher social position. Yet, in reality, social class and migratory history are decisive.

This realization, in addition to the terrorist attacks from January 2015 onwards, have revived the discussion on collective identity and the societal integration of immigrants. The debate concerns especially the resilience of the republican model and the role of Islam in a secular France, as well as the danger of radicalization, discrimination, and the necessity of identifying new forms of social and political participation. As elsewhere in Europe (namely in Germany after the series of sexual assaults committed by asylum seekers and illegal immigrants in Cologne on New Year's Eve 2016), it is accompanied by identity tensions and rejection. That said, the outcome to this debate remains open and could, ideally, lead to a more honest definition of the societal integration of immigrants and its contradictions.

On the political front, the republican model continues to be the object of consensus today. Granted, a few cautious positive discrimination measures have been implemented in recent years to promote equality of opportunity (best-known is the example of Sciences Po), but they refer only to socio-economic criteria, and in no way address the cultural, religious or ethnic background of the concerned persons. Following this logic, the current government is focusing its fight against discrimination on hiring and unemployment, as well as subdividing first grade classes in disadvantaged neighborhoods. In this context, pluralism and multiculturalism (even more so) are perceived as threats to citizenship.

Most Western democracies are confronted with this contradiction, but in France, where the republican model adapts poorly to compromise, it is a burning issue. From this perspective, the French reality is a magnifying glass in which the challenges of the societal integration of immigrants in pluralist societies emerge with even greater clarity. It also broaches several questions critical to the future of citizenship: What could and should be the criteria for belonging to open and perpetually evolving societies? What are the conditions of real equality? How should participation in democracy (not only in electoral processes) be encouraged and facilitated? And how should cultural and religious diversity be addressed in order to reconcile respect of citizens with societal cohesion?